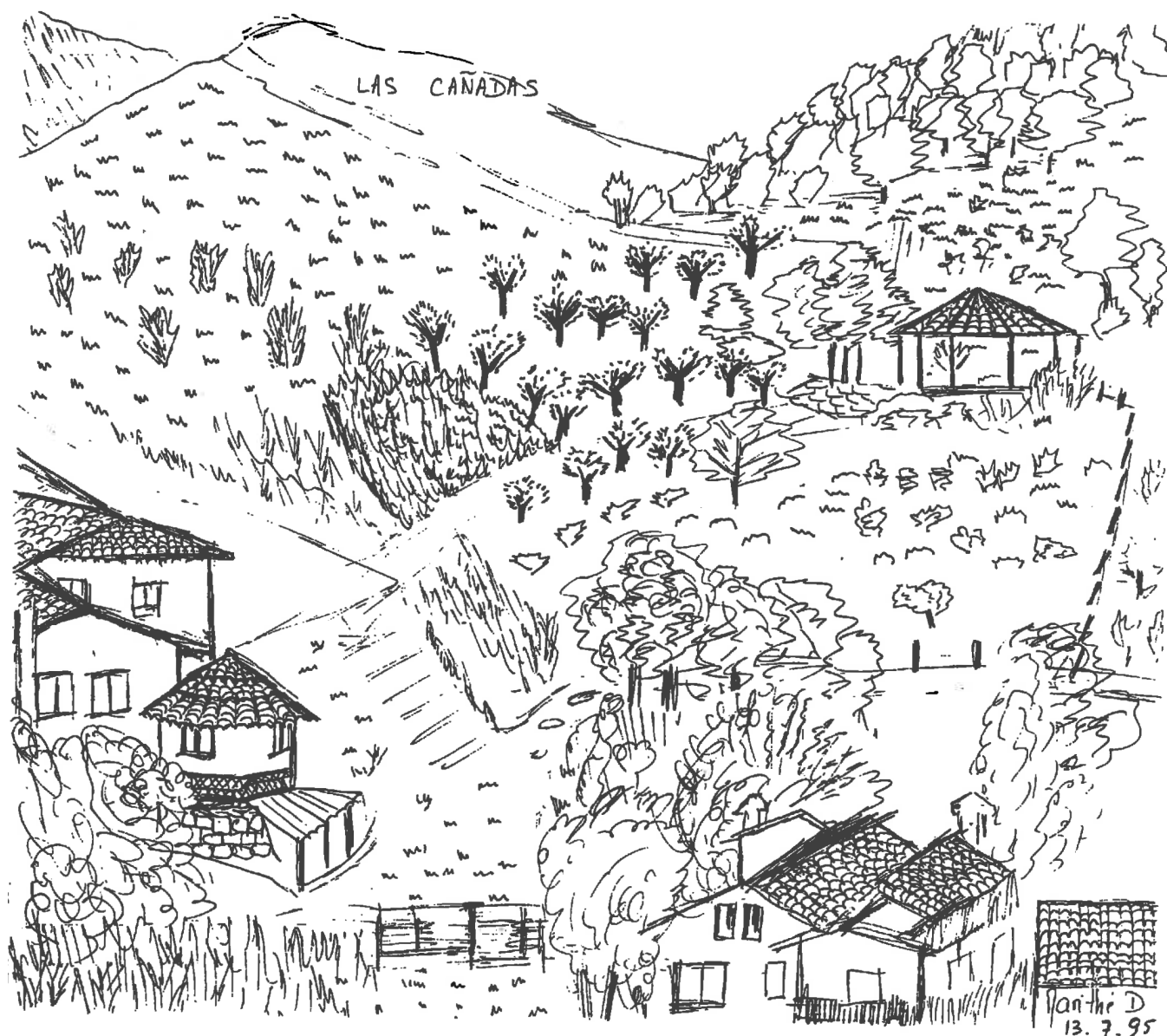


Le CÉAS de la Mayenne en Espagne Coopération internationale et développement local



Compte rendu du voyage d'études

9 au 15 juillet 1995

Le CÉAS de la Mayenne en Espagne...

Coopération internationale et développement local

Le CÉAS de la Mayenne s'est rendu en Espagne du 9 au 15 juillet 1995 pour découvrir une région, des expériences, des hommes. L'un de ses objectifs, de fait, est d'organiser un voyage à l'étranger tous les deux ou trois ans. Ce n'est pas une fin en soi, mais bien un moyen parmi d'autres pour réaliser l'un de ses buts : contribuer au développement local par une approche globale, associant et impliquant l'ensemble des acteurs. Dans la logique de l'Union européenne qui encourage les partenariats transnationaux, le CÉAS de la Mayenne espérait avoir trouvé dans son nouveau partenaire espagnol, Escuela Campesina d'Avila (ECA), une association partageant a priori les mêmes valeurs, ayant des champs d'intervention et mettant en œuvre des méthodes assez proches. Il ne s'agissait donc pas de créer un jumelage traditionnel où se serait alors prioritairement manifesté le désir de créer des liens d'amitié avec des Espagnols. Si cela fait partie d'ores et déjà des acquis, on se situait bien plus dans une démarche de coopération visant le développement local sur les territoires respectifs des uns et des autres.

Découvrir et comprendre

Au-delà des opportunités financières offertes par l'Union européenne sous réserve que les projets à financer soient transnationaux, il s'agit de se demander ce que les autres peuvent nous apporter et ce que nous-mêmes nous pouvons leur apporter – ce qui suppose une certaine proximité idéologique et un environnement relativement similaire. Il est donc essentiel d'apporter un soin particulier à la recherche du « bon partenaire » si l'on souhaite que les échanges soient permanents et fructueux pour tous.

La préparation et la réalisation de ce voyage d'études dans la région d'Avila a répondu à cette première étape nécessaire : celle de la prise de contact, de la découverte, de la compréhension globale du cadre dans lequel agit le partenaire.

Lors des premières rencontres avec les bénévoles ou salariés d'ECA, la curiosité a présidé aux débats : qui sont-ils, que font-ils, quels sont les points communs et les différences avec le CÉAS, quelles sont les caractéristiques géographiques, économiques, culturelles, mais aussi politiques de la région ?

Les diverses visites (villes et villages, ferme pédagogique, coopératives, etc.) et rencontres (élus, acteurs économiques, responsables d'association) nous ont alors permis d'affiner notre analyse de cette région et de l'action que nos partenaires y conduisent. Cette démarche nous a non seulement permis de mieux connaître ECA, mais aussi, par « effet de miroir », de réfléchir à notre propre action, sur nos propres territoires...

Apprendre de l'autre et à l'autre... Agir ensemble

À partir de nos actions respectives, il nous reste encore à bénéficier de l'expérience de nos partenaires, en termes de réflexion, d'analyse, de méthodes et de savoir-faire, et également à partager notre propre expérience.

Dans une telle perspective d'échange et pour éviter toute forme d'assistance, le transfert doit bien entendu s'effectuer dans les deux sens.

Il ne s'agit pas de copier ou de reproduire quoi que ce soit, mais ainsi d'encourager et de faciliter une réflexion plus approfondie sur le développement local et, par conséquent, d'enrichir sa propre démarche par des apports nouveaux, voire une remise en cause.

Parviendrons-nous à l'avenir à élaborer des projets

communs et à conduire des actions ensemble ? Ce serait bien sûr le niveau le plus élevé de notre coopération...

Ce serait notamment permettre une ouverture sur l'extérieur pour les publics avec lesquels nous sommes en relation lors de nos actions d'animation, de formation ou de recherche. À travers cette ouverture sur l'extérieur, on pourrait alors viser une sensibilisation à la construction européenne, une meilleure compréhension de l'« étranger », une contribution à l'évolution des mentalités, sans négliger pour autant la valorisation personnelle, l'image de dynamisme, que favorise tout échange international...



Atouts et freins du développement local

Centre-ouest de l'Espagne, dans la communauté autonome de Castille-Leon, à la frontière de l'Estrémadure et de la Castille-La Manche, encore plus précisément dans la province d'Avila, commune de Candeleda, au pied de la Sierra de Gredos dont le point culminant, le pic Almanzor, se situe à 2 592 mètres... Dans cette commune de Candeleda, se met en place depuis trois ans un projet de ferme pédagogique. C'est là, du 9 au 15 juillet, que nous avons été hébergés-accueillis par nos partenaires espagnols d'ECA. Nous? C'est-à-dire une délégation de quatorze personnes, à l'initiative du CÉAS de la Mayenne, avec permanents, administrateurs ou anciens administrateurs, membres adhérents ou « sympathisants » des CÉAS de la Mayenne (dix représentants), de la Vendée (trois) et de la Sarthe (un).

En traversant l'Espagne, on est surpris de la qualité du réseau routier. Sans doute les fonds européens ont-ils permis un effort considérable dans ce domaine ? Si le désenclavement routier est une première étape pour un développement, il reste que cette région où nous étions se caractérise par une agriculture traditionnelle (très petites exploitations de quelques hectares), et surtout par des lacunes au niveau de la valorisation des produits locaux et de l'organisation des structures, notamment de transformation et de commercialisation. D'où un retard dans le développement rural qui va de pair avec un fort exode depuis plusieurs décennies, en particulier des jeunes, vers les régions industrialisées de l'Espagne, voire les pays étrangers. Aujourd'hui, cette région,

comme toute l'Espagne, est frappée durement par le chômage...

Tout cela, nonobstant l'action exemplaire d'information, de sensibilisation, de formation, de mise en œuvre et d'accompagnement de projets conduite localement par ECA, notre partenaire espagnol, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir...

Les responsables d'ECA savent qu'il y a urgence. Dans une région très touristique, où rien n'est fait pratiquement pour accueillir le touriste, il y a le risque des grands promoteurs qui, avec de l'argent et à coup de bulldozers, pourraient complètement détruire le milieu naturel...

Déjà, des « étrangers » ont acheté de vastes ter-

rains dans la montagne voisine pour pouvoir y chasser une espèce de chèvre sauvage – bien qu'elle soit officiellement protégée...

« *On ne sait pas perdre aujourd'hui pour gagner demain* », commente un responsable d'ECA. C'est la difficulté à se projeter dans l'avenir... De plus, aujourd'hui, il y a sans doute moins de solidarité entre paysans qu'autrefois... Dans ce contexte, un développement endogène, impliquant l'ensemble des acteurs locaux, n'est pas facile à mettre en œuvre.

Pourtant, cette région a des atouts. Les produits, par exemple, ils existent. Dès lors, il s'agit sans doute de rechercher la qualité, et non la quantité, et ensuite de valoriser ces produits.

Pas si simple ! Les freins pour un développement sont nombreux ! Au niveau des mentalités, il y a donc cet individualisme et cette peur du risque sur

le plan économique. Les jeunes, par exemple, visent un emploi fixe et sûr. L'action à mener au niveau de la sensibilisation est vaste si l'on veut faire émerger des porteurs de projets. ECA s'y emploie, menant également des actions de conseil et de professionnalisation.

De leur côté, les banques ne jouent pas le rôle moteur qu'on pourrait attendre d'elles. Mais les freins peuvent également venir de l'environnement socio-politique. Les partis politiques (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, Parti Populaire qui est de droite, etc.), voire parfois l'Église, exercent un fort contrôle et placent des hommes de confiance. Dans cette jeune démocratie qu'est l'Espagne, on manque peut-être de contre-pouvoirs et de créativité pour impulser des idées. Les syndicats, notamment, ne semblent pas jouer véritablement ce rôle... Les associations, d'une façon générale, s'occupent plus des fêtes que de développement social ou économique...

Les territoires administratifs en Espagne

Si l'État assure une fonction de régulation, les communautés autonomes – un peu l'équivalent de nos régions – sont dotées d'une autonomie politique, de pouvoirs législatifs et d'organes propres de gouvernement, également d'une autonomie financière.

Les communautés autonomes peuvent comprendre plusieurs provinces – un peu l'équivalent de nos départements. Les provinces possèdent leur propre personnalité juridique. À cet échelon, on trouve tous les services de l'administration nationale.

Enfin, les communes bénéficient également d'une personnalité juridique. Elles sont gérées par un maire et un conseil municipal. Très encadrées par

les partis politiques qui proposent leurs candidats, les élections ont lieu néanmoins au suffrage universel.

À l'occasion d'un débat avec des responsables d'une coopérative, nous avons pu découvrir que l'autonomie des communautés n'est pas sans poser de problèmes. Par exemple, une communauté autonome voisine de la Castille-Leon conduit une politique plus attractive d'indemnisation du chômage, pour ne pas dire une politique d'assistance des chômeurs. La Castille-Leon n'ayant pas la même politique, elle voit certains de ses habitants émigrer dans la communauté autonome voisine, quelquefois s'arranger pour y trouver une adresse même fictive...

Las Cañadas... Une ferme pédagogique

Là où nous étions hébergés, à Las Cañadas, le projet est de réaliser, sur quelque dix-neuf hectares, une ferme pédagogique... Un dortoir est déjà installé dans l'ancienne étable, avec à l'étage des chambres confortables, la plupart pour deux personnes, avec salle de bain. Dans cette ferme, il reste encore de nombreux bâtiments à rénover et il reste aussi à réhabiliter l'antique réseau d'irrigation, bien conçu, mais abandonné ces dernières décennies. Dans cette région ensoleillée, il y a de l'eau, mais à condition de la canaliser et de ne pas la gaspiller. C'était la première fois qu'un groupe étranger comme le CÉAS s'intéressait au projet. Pour le moment, la promotion s'effectue essentiellement par relations et tant que le projet n'est pas plus consolidé, il n'y a pas le souhait de se faire plus connaître...

On vise aux Cañadas le public des enfants, des jeunes, mais aussi des personnes âgées, d'une fa-

çon générale tous ceux qui aiment et ont le temps d'aimer le calme, la nature. À Las Cañadas, on pré-

serve l'environnement : les vestiges, tout d'abord, de l'ancienne ferme avec son aire de battage et son four à briques, mais aussi la faune et la flore naturelle. À terme, le projet est de réaliser un jardin avec des cultures biologiques, et d'élever des animaux, de trente à quarante moutons, une ou deux vaches, des cochons, des poules, canards, oies, lapins, etc.

On souhaite aussi travailler davantage sur les traditions rurales, par exemple montrer aux visiteurs les danses locales, la fabrication du fromage de chèvre, comment on tuait le cochon...

Aujourd'hui, les groupes d'enfants ou de jeunes qui sont accueillis peuvent être complètement autonomes pour leurs activités, ou au contraire demander à bénéficier de telle ou telle activité éducative, en lien avec le milieu naturel. Différents ateliers sont alors proposés pour des groupes en moyenne d'une dizaine d'enfants ou de jeunes : sorties dans la nature pour apprendre à observer les arbres, la montagne, les animaux ; activités manuelles (fabriquer des nids pour les oiseaux par exemple) ; etc.

On refuse la tentation séduisante économiquement du terrain de camping (alors qu'il existe des besoins dans cette région) : on préfère gagner moins d'argent, mais réellement contribuer à la préservation de l'environnement.

On vise aussi, à travers ce projet, la sensibilisation et la formation des paysans de la région, pour lesquels



À gauche, Maria, responsable de la ferme pédagogique

un tel projet est forcément novateur. On souhaite par conséquent en faire un exemple, un modèle de développement rural, d'autant plus qu'il amène des créations d'emplois (quatre actuellement, sans compter le personnel de la cuisine employé temporairement en fonction des besoins). Il s'agit donc de démontrer qu'ici, il est possible, malgré tous les obstacles et toutes les contraintes, de tenter et de réussir quelque chose... Dans l'immédiat, ce n'est pas aussi simple ! Maria, la responsable de la ferme pédagogique, biologiste et passionnée par la nature, mais qui n'est pas du « pays », a encore du mal à s'intégrer dans la région...

Ce projet est porté par une « société » de six personnes : trois qui appartiennent au réseau d'ECA, le propriétaire (un prêtre de la région qui gère aussi une auberge) et deux autres personnes. L'exploitation et ses bâtiments sont loués pour une durée de dix ans, avec une révision possible au bout de cinq ans.

Il y a ici une première difficulté : investir de l'argent dans le projet, alors que la « société » n'est pas propriétaire. À l'origine, le prêtre-propriétaire était plutôt hermétique à la problématique du projet, mais aujourd'hui, s'il reste toujours sceptique, il respecte au moins ce qui se met en place...

ECA : le « cousin » espagnol du CÉAS

Porteur du projet, ECA est une association créée dans les années soixante-dix, à l'initiative de prêtres, enseignants, vétérinaires, paysans... Elle fonctionne d'abord dans des conditions difficiles sous le régime franquiste.

Elle fonctionne maintenant avec toute une équipe de permanents, de militants et d'experts auxquels l'association fait appel en fonction des dossiers. L'action d'ECA se développe principalement dans deux directions : le développement économique (mise en place par exemple de plusieurs coopératives) et la formation. ECA s'investit beaucoup en particulier auprès des associations et des municipalités – avec ces dernières, pour dépasser les réponses classiques en termes d'équipements et de fêtes, pour engager un véritable projet de développement.



Santiago, l'un des responsables d'ECA

Quelques-unes des actions conduites par ECA

- En 1980 a eu lieu à El Barco de Avila un séminaire sur le thème de « *la formation non formelle des adultes pour le développement rural* ». Ce séminaire, organisé par l'OCDE, ECA et divers autres organismes, a posé les fondements pour une meilleure articulation entre la formation et le développement.
- En 1985, ECA a accompagné une première expérience de déconcentration scolaire en milieu rural.
- Elle est également intervenue pour la mise en place de plusieurs coopératives agricoles (Ucalacta, Ucarnavila, Tonnes).
- Elle a contribué à la création d'une petite entreprise, Tietar S.L. (Centre de tourisme rural et ferme-école).
- Elle a participé au processus de formation du programme Leader sur la Valle del Jerte, et à l'accompagnement de projets subventionnés par Leader dans le cadre d'un Programme local de développement rural. À partir du processus de formation conduit par ECA avec plusieurs groupes, de petites entreprises se sont mises en place (entreprises de service social en milieu rural, d'exploitation en commun de la terre, etc.) :
 - Olmar S.L. : sept postes de travail.
 - Proyecto Esperanza S.L. : quatre postes de travail.
 - Espinarejo – Coopérative d'exploitation communautaire de la terre : quatre postes de travail.
 - Cabrerías « Sierra de Avila » S.A.T. : alors en cours de constitution.
- ECA travaille en relation avec l'Institut national de l'emploi (INEM), également pour la formation des adultes avec les ministères de l'Éducation et des Sciences (MEC) et avec des municipalités. L'association collabore avec le Service de développement agricole de la Junte de Castille-Leon sur les programmes de formation.
- Moyens matériels : ECA dispose d'un siège avec des bureaux et des salles, dont elle est propriétaire, équipé de moyens informatiques modernes, de divers matériel pédagogique et d'une abondante documentation.
- Fonctionnement pratique : l'association est régie par ses propres statuts. Il y a un Comité directeur, élu par l'assemblée générale des adhérents et dans lequel sont représentées toutes les régions d'Avila. Le Comité élit le président qui assure la fonction de représentation.
- Réseaux : il existe une Fédération des Escuelas Campesinas au niveau national et ECA en fait partie. Le siège de la fédération est actuellement à Burgos. ECA appartient à d'autres réseaux associatifs comme « Plataforma Rural » et le « Colectivo de Acción Solidaria » (CAS).

Le programme du voyage d'études

Lundi 10 juillet

- ♦ Visite de la ferme pédagogique de Las Cañadas. Première rencontre avec Santiago, l'un des responsables d'ECA.
- ♦ Rencontre avec la Municipalité de Candeleda.

Mardi 11 juillet

- ♦ Le matin, visite d'Avila.
- ♦ L'après-mid, à Padiernos, rencontre avec :
 - des habitants : la politique en faveur des personnes âgées ;
 - le maire de la commune ;
 - des responsables d'une association de quartier d'Avila.

Mercredi 12 juillet

- ♦ Petit déjeuner au Parador de Grados.
- ♦ Visite d'une coopérative de haricots à El Barco de Avila.
- ♦ Après-midi : tourisme.

Jeudi 13 juillet

- ♦ Visite d'une coopérative de cerises à El Arenal.
- ♦ Rencontre avec la Municipalité.
- ♦ Réunion de « travail » interne.

Vendredi 14 juillet

- ♦ Rencontre avec deux artisans d'art (cuir et papier mâché) à Poyales del Hoyo.
- ♦ Visite d'une coopérative laitière à Candeleda.

Les participants au voyage d'études en Espagne

Marie-Pauline Bobineau (Laval)
Jean-Noël Boué (Le Mans)
Marcel Bréjoin (Soulgé-sur-Ouette)
Henri et Annie Chamaret (Laval)
Loïc et Marie-Thé Danieau (La Roche-sur-Yon)
Véronique Fouquet (L'Huisserie)
Emmanuel et Marie-Claire Gufflet (Châteaubriant)
Claude Guioullier (Laval)
Joseph Merlet (Laval)
Marie-Jo Narioo (La Roche-sur-Yon)
Christine Pueyo (L'Huisserie)



Plus de 50 % de retraités : « Ils ont un rôle à jouer »...

Padiernos est une commune de 372 habitants, à proximité d'Avila. Le curé de la paroisse, qui nous accueille, n'est autre que Santiago, l'un des responsables d'ECA, lui-même frère de Maria, notre hôtesse à Las Cañadas... L'agriculture est la principale activité de la commune. Les jeunes sont partis dans les grandes villes. Peu de jeunes, peu de chômage... Cependant, les habitants autrefois partis ont tendance à revenir au moment de la retraite... Par ailleurs, grâce à l'amélioration des services, de jeunes couples se sont installés. Une école accueille une vingtaine d'enfants, certains venant des communes environnantes... Ces deux mouvements conjugués font que la population se maintient, mais plus de la moitié des habitants ont plus de 65 ans ! L'une des particularités de cette commune – et on retrouve bien là un effet de l'action menée par ECA – c'est que les candidats aux élections municipales ne sont pas directement imposés par les partis politiques. Toute une réflexion est menée localement pour que soient proposés aux élections les candidats qui ont le plus de disponibilité et le plus de compétence. « *Le plus important, c'est le village* »...

Un travail de fond se conduit dans la paroisse depuis une douzaine d'années. Très vite, il y a eu la prise de conscience qu'un travail s'effectuait avec tous, sauf les personnes âgées. Un groupe de bénévoles s'est alors lancé dans une étude sur les besoins des personnes âgées, avec en perspective la volonté de mettre en œuvre des actions.

Une nouvelle prise de conscience s'est opérée : « *Les anciens ont un rôle à jouer dans le village* »... Leur mobilisation pouvait démarrer... Les personnes âgées ont alors contribué à une étude sur les traditions et coutumes du village, qui a pu être publiée...

Toute cette réflexion sur les besoins des personnes âgées montre également l'intérêt de la rencontre entre les générations... Enfin, face à la vieillesse et à la dépendance, elle affirme le souhait des personnes âgées de rester dans leur maison, dans leur village...



Padernios

Dans le prolongement de cette réflexion locale, ECA, dans le cadre du programme Leader, conduit une étude sur deux régions et engage tout un processus de sensibilisation et de formation.

Dans la foulée, à Padiernos, quatre habitants lancent le « Proyecto Esperanza » qui porte sur trois axes principaux :

- Un « Centre de jour » pour permettre aux personnes âgées de se retrouver, notamment pour le déjeuner.
- Une aide à domicile, pour ceux qui rencontrent des difficultés et qui ont besoin d'une aide pour pouvoir rester chez eux.
- Une résidence d'accueil, au départ pour quatorze personnes âgées, mais avec extension possible à trente-quatre.

Les porteurs de ce projet ont un double objectif : contribuer au mieux-être des personnes âgées et donner du travail aux jeunes.

En fait, cette présentation du projet prévu à Padiernos – en cours de réalisation pour ce qui concerne la résidence – a suscité des réactions quelque peu critiques de notre part (sous réserves que les problèmes d'interprétariat n'aient pas été un obstacle à la bonne compréhension des différents éléments du projet).

Tout d'abord, la gestion de la résidence par une « association » de quatre personnes a posé question : quelle garantie pour une gestion sociale – l'économique ne risque-t-il pas de prendre le pas ?

Ensuite, questionnement du groupe par rapport à la problématique : on sait que les personnes âgées souhaitent rester chez elles, on souhaite mettre en place un service de maintien à domicile, on souhaite accueillir à la résidence des personnes âgées autonomes et non dépendantes... Il nous apparaît y avoir quelques ambiguïtés dans tout cela...

Questionnement encore par rapport à ce qui se passera lorsque les résidents deviendront dépendants... Dans tout ce débat, on a bien sûr en tête tout ce qui s'est passé en France, et donc en Mayenne, en particulier avec les foyers-logements.

Un autre débat a porté sur le projet de l'établissement. Des activités sont prévues : yoga, gymnastique, jeux de société, fêtes, etc. On souhaite que chacun soit acteur dans la dynamique de la résidence, voire du village... Mais un projet d'établissement peut-il se limiter à l'organisation d'activités ?

Prendra-t-on en compte le projet de vie personnel de chacun des résidents ?



Padernios

El Barco de Avila, le mercredi 12 juillet

Rencontre avec la coopérative de Campesina Tormes Point commun avec la Vendée : les haricots

La coopérative se trouve au centre de El Barco, une commune de la plaine, au pied de la Sierra de Gredos. De 1978 à 1985, la coopérative a travaillé avec ECA sur la formation, l'organisation de syndicats et les problèmes municipaux. Les liens restent forts aujourd'hui. La coopérative draine la production d'exploitations qui se trouvent la plupart à 1 000 mètres d'altitude, dans la région de El Barco et Piedrahíta. Elle couvre vingt-huit villages représentant 50 000 hectares de surface agricole, mais seuls 125 ha sont cultivés en haricots pour une production annuelle de 250 000 kg. La plupart des exploitations ont moins de deux hectares en haricots, mais la pomme de table ou à cidre et l'élevage spécialisé de « veau d'Avila » complètent leur production.

Histoire de la coopérative

Dans les années 1978-1980, les producteurs connaissent des difficultés à écouler leurs stocks de haricots et de pommes à cidre. Par ailleurs, leur production est concurrencée par la vente de haricots d'importation ou en provenance d'autres régions espagnoles, vendus sous appellation « El Barco ». Il en résulte une baisse de revenus importante.

Dès lors, avec l'appui d'ECA, quatre-vingts producteurs s'associent, louent des locaux, puis achètent le local actuel grâce à des subventions du ministère. Chaque coopérateur a investi au départ 20 000 pesetas sur quatre ans (1 peseta = 0,04 F).

Aujourd'hui, il ne reste que dix-huit membres associés. Ils ont participé au financement des installations actuelles, portant le capital à 1,7 million de pesetas. Cette forte diminution des coopérateurs s'explique par :

- Le départ de certains agriculteurs vers les villes industrialisées ;
- Le départ en retraite d'autres ;
- La difficulté pour certains d'investir dans l'extension et l'accroissement du capital de la coopérative.

Le fonctionnement de la coopérative

L'assemblée générale élit cinq personnes, le comité

de direction, qui prend les décisions.

En période d'activité intense, les réunions sont peu nombreuses, mais à partir de septembre, le comité se réunit toutes les semaines, et l'assemblée générale une fois par mois.

La coopérative achète la production de ses adhérents, mais aussi des autres producteurs. Le prix à la production varie de 350 pesetas le kg à 850 pesetas en fonction de la qualité. Par rapport aux autres régions le prix est plus élevé : il n'est que de 150 à 200 pesetas ailleurs, et à l'importation, il atteint au maximum 70 pesetas. La coopérative fixe tous les ans une fourchette de prix (mini-maxi) aux producteurs.

Le prix au kg étant le même pour les coopérateurs et les non-coopérateurs, l'avantage pour les adhérents est la participation aux bénéfices que l'on peut évaluer à environ 300 pesetas/kg.

La commercialisation de la production se fait sous appellation contrôlée « Judias de El Barco ».

Les difficultés de la coopérative : « Pas difficile... presque impossible ! »

Les difficultés sont essentiellement de deux ordres : la concurrence et les mentalités.

Actuellement, 80 % des haricots vendus sous l'appellation « El Barco » ne sont pas de la région. La

coopérative a un label d'appellation spécifique qui est un premier pas vers l'appellation d'origine. Ce label est attribué par le « Conseil régulateur » de la province d'Avila. Celui-ci est constitué de neuf membres (un président représentant l'administration, quatre producteurs, quatre négociants grossistes). Pour attribuer le label, il exige du producteur une déclaration précise de la surface, de l'origine et de qualité des semences. Il n'y a pas de limitation des surfaces... Dans la région, deux cents producteurs ont l'appellation, mais environ autant ne l'ont pas. La coopérative demande au ministère de mettre en place des moyens pour favoriser la production labellisée et lutter contre les contrefaçons. Dans l'état actuel des choses, il semble qu'il y ait peu de répression des ventes frauduleuses.

Quant aux mentalités, nos interlocuteurs évoquent le manque d'ouverture d'esprit des agriculteurs et leur absence de sens coopératif. La mentalité est la même qu'il y a quinze ans... « *Il n'acceptent pas les nouveautés* ».

Il semble que la coopérative soit pour beaucoup davantage un moyen de garantir des revenus, plutôt qu'un lieu d'aide ou d'échange. Le refus de la

nouveauté et d'une évolution est ressenti par les responsables comme un obstacle au développement de la zone.

Les objectifs actuels de la coopérative, les perspectives

La coopérative se veut un lieu de réflexion pour l'amélioration de la production. Aujourd'hui, les moyens de production sont très archaïques et la productivité est très basse. Les perspectives sont d'aller davantage vers une agriculture mécanisée et irriguée, d'autant que la région bénéficie d'un micro-climat entièrement favorable à la production de haricots de grande qualité (peau plus fine).

La coopérative compte sur des subventions, notamment régionales, pour faire avancer ses projets et en particulier son expérience de culture « moderne ». La coopérative compte s'inscrire dans le cadre du programme Leader 2 et devenir « *le miroir de ce qu'il faut faire* ». Les expérimentations pourraient porter sur des échanges amiables de parcelles, une mécanisation, etc. Pour l'instant, le programme est en cours d'élaboration.



Voyage... d'études !

D'un centre de formation privé à une coopérative de cerises et de châtaignes

Vous a-t-on déjà envoyé aux cerises ? Cela nous est arrivé par un beau jeudi de juillet... Nous partions confiants, prêts à la rencontre de sympathiques coopérateurs, dans le secret espoir – satisfait plus tard – de savourer un échantillon de la production locale ! Notre programme nous emmenait en effet à Arenas de San-Pedro, pour la rencontre des responsables de la coopérative des producteurs de cerises de El Arenal. Loin des rassurantes Cañadas, nous sommes allés – presque toujours bon public – de surprise en surprise, pour néanmoins, après un itinéraire aussi tortueux que les lacets qui serpentent dans la Sierra de Gredos, nous retrouver autour des copieuses libations que nous avait préparées la très francophile municipalité de El Arenal ! C'est dire si l'on compte sur votre mansuétude devant le désordre des quelques lignes qui cherchent à établir le rapport de nos activités !

Academia privada « Los Morales » (Arenas de San-Pedro) : où sont les cerises ?

Dans un pays où le taux de chômage atteint 25 % de la population active, 20 % à Arenas, l'Inem (Pôle emploi espagnol) gère tant que mal la situation. Elle passe notamment convention avec des établissements privés de formation : « Los Morales » est un de ces centres.

L'Inem, aux dires du responsable de ce centre, reçoit les chômeurs, aiguille vers les emplois dont elle a connaissance, organise le pointage, finance des formations, des stages, verse des indemnités dont le système varie d'une province à l'autre.

« Los Morales » est une école privée qu'un couple a créée, sans aide, sur ses fonds personnels. Ses activités s'orientent dans deux directions :

- des cours privés de rattrapage scolaire pendant les vacances ;
- des stages pour des populations au chômage (en convention avec l'Inem).

Mesurez notre étonnement devant cette présentation... Où sont les cerises ?

Les cours privés s'organisent avec des professeurs en contrat à durée déterminée, en fait des étudiants, qui sont ainsi les quatre professeurs vacataires de la « maison ».

Les formations destinées aux chômeurs portent sur le commerce, le marketing, la bureautique et une préparation à un diplôme de gestion fiscale. Ces cours sont initiés par l'Inem et les syndicats patronaux ou chambres consulaires, dont le directeur de l'école déplore la faiblesse, liée à l'indigence du tissu économique.

L'essentiel des stagiaires sont des femmes intéressées par les formations tertiaires... Les stages Inem, de 600 heures, ne semblent guère déboucher sur l'emploi si ce n'est saisonnier (... à la coopérative de cerises par exemple). D'un autre côté, les cours demandés par les chambres consulaires, dans le bâtiment et l'agriculture, ne touchent que peu de candi-

dates. « Los Morales » n'assurent d'ailleurs pas ces formations.

Si le responsable de l'école dresse un constat sombre du marché de l'emploi, il relève surtout le manque de qualification de la main-d'œuvre : suite à l'ouverture par la Municipalité de deux emplois de secrétariat, seuls trois candidats sur vingt-trois répondaient au critère minimum de vitesse de frappe dactylo !

Dans l'ensemble, en fait, et cela explique aussi partiellement le chômage au-dessous de la moyenne nationale, les actifs partent de la région, vers Madrid, Barcelone, voire l'étranger, car les entreprises sont à la fois trop petites et trop peu nombreuses, d'après en tout cas le responsable de l'école « Los Morales ».

Après une visite des lieux qui ne semblait guère avoir de parenté avec les cerises, nous avons appris :

- que l'école venait de prendre des contacts avec ECA ;
- que le directeur de l'école était notre guide vers la coopérative dont il connaissait les responsables pour leur avoir conseillé une secrétaire saisonnière !

... Tout alors s'éclaire, le détour a seulement été un peu plus long que prévu !

Il faut néanmoins retenir qu'à Arenas de San-Pedro, « Los Morales », parti d'une démarche individuelle, cherche à intégrer une démarche plus globale avec ECA, qui prenne en compte l'ensemble des composantes du développement local.

El Arenal et sa coopérative

Le village d'El Arenal comptait 2 800 habitants en 1950 et aujourd'hui n'en abrite plus que 1 150. L'émigration a été massive, en particulier vers la France, et ce n'est pas par hasard qu'on y parle souvent un français qui nous a semblé fort sympathique !

La francophilie est aussi le fait de la Municipalité dirigée depuis les dernières élections par une ma-

porité PSOE (cinq élus socialistes, contre quatre au Parti Populaire). Trois membres ou fondateurs ou dirigeants de la coopérative sont conseillers municipaux, mais refusent tout lien entre les deux structures, considérant que de toute façon la Municipalité ne pèse pas sur la coopérative (PACA).

L'intercommunalité est peu développée, mais s'organise autour de quelques activités ou services tels la protection de la forêt, le nettoyage des villages et la collecte des déchets. Cependant, un projet touristique intercommunal est en cours avec vingt communes.

La Municipalité voit des perspectives de développement et d'emplois dans l'ouverture au tourisme, pour mettre en place des activités plus intégrées que les actuels « safaris à la chèvre des Gredos » qui attirent sur des domaines privés une clientèle fortunée, avide de trophées de chasse. Pour y parvenir, il faudra améliorer les équipements et les conditions d'accueil, d'où le syndicat intercommunal en gestation.

Créée en 1983, la coopérative porte sur les productions de cerises, surtout, et des châtaignes.

La coopérative est née de la volonté de quelques producteurs qui souhaitent mieux vendre leurs produits : une douzaine d'initiateurs ont ainsi mis en place une coopérative qui comptait à l'origine quatre-vingt-cinq associés.

Aujourd'hui les associés sont cent-cinquante, qui fournissent, par an, 1 800 kg de cerises et/ou 1 800 kg de châtaignes par producteur.

Pour l'essentiel, les fondateurs de la coopérative sont des personnes qui avaient circulé, et pour la plupart en France, comme travailleurs du secteur agricole ou industriel. Néanmoins, ils affirment avoir « grandi » avec la coopérative, n'ayant pas à l'époque de compétence particulière et seulement la volonté de mieux se défendre.

La vie de la coopérative est marquée par les assemblées générales bisannuelles et les temps forts des récoltes qui nécessitent six ou sept travailleurs saisonniers – dont des coopérateurs – pour les cerises et dix pour les châtaignes (qui sont calibrées). Le reste de l'année, la coopérative est davantage en sommeil. Des travailleurs portugais figurent parmi ces saisonniers, qui campent contre le hangar de la coopérative !

Depuis 1984, la clientèle est fidélisée sur des produits de haut de gamme qui n'autorisent pas des transformations. Les confitures par exemple exploi-

tent des fruits de qualité moindre, qu'il serait impossible de rémunérer correctement aux producteurs.

En fait, la coopérative assure la collecte, la commercialisation des produits sans intermédiaire, et rémunère ses producteurs au prix du marché. Des transporteurs privés acheminent la production vers ses destinataires.

Ainsi, la coopérative ne garantit pas de prix, si ce n'est le meilleur possible au regard du marché, et veille à la qualité de la production par la visite régulière des vergers, tous les quatre ans. Les frais de structure sont réduits au plus bas, dans la mesure où il n'y a pas d'emploi permanent, pas même de technicien ; les producteurs « *connaissent leur travail par tradition* ».

Enfin, la cueillette chez les producteurs est assurée par des travailleurs saisonniers dont on nous a dit qu'ils étaient parfois illégaux.

Aujourd'hui, la coopérative s'interroge sur la mise en place d'une coopérative de second degré qui réunisse les coopératives de base pour mieux gérer les hauts et bas des productions et des ventes.

En outre, si la coopérative n'a pas perçu de fonds européens pour son lancement, les responsables envisagent de faire passer le projet de coopérative de second degré dans le cadre d'un programme Leader.

Il semble clair pour les responsables de la coopérative :

- que leur structure est un outil qui doit permettre le maintien de jeunes producteurs, même si les cerises sont un appoint aux produits vivriers qui occupent l'essentiel des paysans ;
- que leur coopérative ne pourra assurer son rôle sans une solution inter-coopératives qui établisse une meilleure échelle de défense ;
- que les fonds européens sont un moyen à exploiter pour assurer leur développement.

Ici, comme ailleurs dans les visites que nous avons effectuées, un projet, modeste au départ, conduit à s'interroger sur la vie et le développement de tout un village, voire une région. Les coopérateurs seront conduits à travailler avec ECA pour la mise au point de leur dossier européen.

Ce faisant, ils partagent la situation de nombre des partenaires de ECA qui joue souvent un rôle d'accompagnateur dans la maturation des projets déjà lancés, et dans la prise en compte de tous les facteurs du développement local.



Rencontre avec un artisan du cuir : de la vente directe à l'organisation collective

Il travaille le cuir, dit-il, et nous invite à lui poser des questions. Il affine à la machine et fait tout le reste à la main. Originaire de Madrid, il est installé dans ce village depuis deux ans, car il aime la campagne.

Y a-t-il un groupement d'artisans ? « Il y a une association à Avila, qui se réunit à Arenas. Cette association reçoit une subvention de la Junte de Castille-Leon ».

Pourquoi se sont-ils mis en association ? « C'est la Junte. En particulier, ils organisent une foire annuelle au mois d'août ».

Les autres projet ? « Vendre en gros, parce que toutes les provinces ont une association ».

Cette association regroupe-t-elle des artisans du cuir ou d'autres ? « Oui, à Avila, par exemple, la céramique est plus importante parce que plus variée ».

Pourquoi vous êtes-vous installé à Poyales ? « Par amour de la campagne et des gens de la montagne ».

Où vendez-vous ? « Très peu à Madrid mais surtout dans les foires, en particulier à l'étranger : Paris, Francfort, etc. J'ai un client autrichien à qui je vends des bracelets pour montre. Il paie bien et cela me fait plaisir. C'est un client fidèle ».

Quel est le point commun aux artisans ? « La foire annuelle en août ».

Y a-t-il un lieu de vente commun à tous ? « C'est un projet mais c'est difficile de se mettre d'accord et l'artisanat du cuir, c'est différent des autres ».

Y a-t-il d'autres lieux de distribution ? « Non, ce sont les foires. Il n'y a pas d'intermédiaire car cela ferait monter le prix. Ma femme et moi travaillons ensemble et ce ne serait pas viable ».

Le tourisme représente-t-il l'essentiel des ventes ? « D'abord les clients des foires, la foire directement et l'atelier est visité. Il y a des commandes pour la chasse, l'équitation, le motocyclisme ».

On a entendu ailleurs parler de projets touristiques dans la région... « On attend beaucoup du projet. Ce qui m'intéresse, c'est la vente directe ».

Avez-vous peur de produire en série ? « Oui, parce que cela voudrait dire prendre quelqu'un de plus et je n'ai pas les moyens ».

Prenez-vous des stagiaires ? « À Salamanque, il y a un centre d'apprentissage. Je vais présenter mon travail dans les lycées ».

Comment avez-vous appris votre métier ? « Tout seul. C'était la mode d'aller voir, regarder... J'ai été d'abord associé avec un ami et après seulement avec ma femme. Mon associé ne pouvait pas mettre d'argent dans l'investissement, c'est pour cela que j'ai arrêté avec lui ».

Quelles sont vos relations avec les élus ? « Aucune ».

Le tourisme, l'artisanat, cela vous préoccupe-t-il ? « Si j'ai besoin d'une aide, je peux la demander, mais la mairie n'est pas riche. Par contre, une salle nous a été prêtée. L'aide, c'est la Junte. J'ai eu une subvention pour la machine. Mais c'est moi qui ai dû d'abord investir ».

Avez-vous des échanges avec des artisans à l'étranger ? « Non. Je suis installé depuis dix ou douze ans et j'attends. Le président de l'association va à Paris, à Francfort ».

Les relations sont-elles plus faciles avec Avila qu'avec Candeleda ? « À Candeleda, il n'y a pas d'artisan. L'artisanat de Poyales del Hoyo n'est pas associé à l'artisanat de la broderie : ce sont surtout des personnes âgées, alors que pour le cuir ce sont des jeunes ».

Y aura-t-il un lieu d'artisanat d'art, une salle d'exposition ? « C'est un projet à Arenas ou à Avila ».

Comment se fixe le prix d'un produit ? « D'après les heures de travail, le prix du matériel et les impôts. De plus, il y a des pièces uniques (plus chères) et des séries moins chères. [Il nous montre une très belle pièce en cuir repoussé]. Il a fallu trois jours de travail environ. Je la vends 4 000 pts (= 1 700 F). Je l'ai réalisée pour une exposition ».

Y a-t-il en Espagne l'équivalent du « Meilleur ouvrier de France » ? « Non. Il y a des concours (1^{er} Prix, 2^e Prix) aux expositions. Il y a un catalogue avec les pièces les plus belles ».

Êtes-vous relié à une organisation professionnelle ? « Non et beaucoup de gens ne sont pas en règle statutairement ».

À quel ministère êtes-vous relié ? « Économie et Finances. Il n'y a pas de ministère de l'Artisanat. Une seule personne représente les artisans à la Junte ».

Poyales del Hoyo, le vendredi 14 juillet

Rencontre avec un artisan de figurines en carton

Il s'appelle Pedro et sa femme Maïté. Ils fabriquent des figurines, en particulier pour la foire de Valence. Il faut un modèle, puis un moule en plâtre spécial.

Où vendez-vous ? « Dans toute l'Espagne. Il y a un catalogue avec les références et les prix. Les commandes se font par téléphone. J'ai commercialisé cinquante modèles différents pour les expositions et les foires ».

Changez-vous de modèle ? « Quand j'ai le temps parce que je travaille beaucoup, mais en principe tous les ans ».

Où trouvez-vous votre inspiration ? « (Il rit) Les Américains, les comiques, mais aussi l'environnement, la réalité. Les thèmes : lune, soleil, étoiles, cette année les 100 ans du cinéma, Tintin, etc. »

Les jeunes apprennent-ils votre technique ? « Je vais vers les institutions qui le demandent. Je donne des cours collectifs, à tous les âges, et aussi à des professeurs ».

La technique ? « (Maïté explique le modèle, le moule, la vaseline, les couches de papier). Cela se démoule très bien en séchant au soleil. La pâte ainsi constituée se rétracte. Le démoulage est facile ».

Vos premières fabrications ? « Deux modèles : un soleil et une lune. J'ai eu grand plaisir à réaliser deux objets difficiles techniquement (réverbère de Tintin) ».

Combien de temps en moyenne pour une œuvre ? « Trois heures et demie et séchage en un jour ».

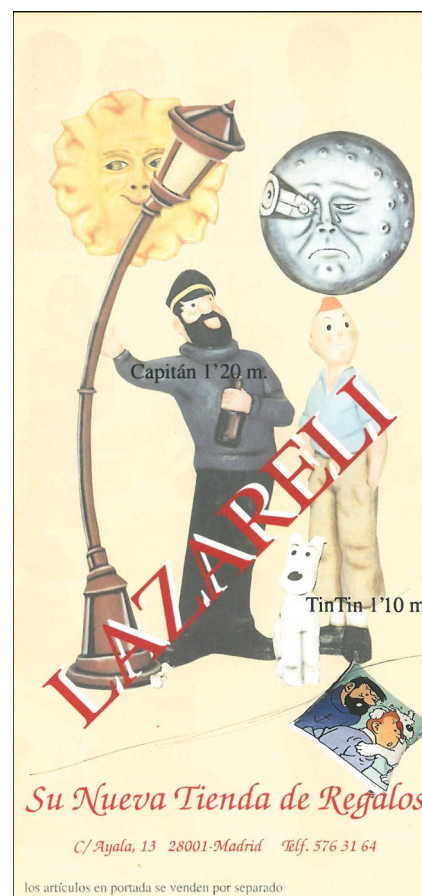
Quels sont les rôles de chacun ici ? « Je conçois les modèles. Maïté fait la décoration. Aujourd'hui elle fait le travail d'une autre personne : le collage ».

La rémunération ? « 1 000 pts minimum par heure ».

Le coût pour l'entreprise ? « 70 000/mois pour un mi-temps, charges comprises (20 000 → sécurité sociale, 50 000 → salarié) ».

Que fait Maïté ? « Elle travaille beaucoup, 10 à 12 heures. Mais si demain elle ne veut pas travailler, elle peut, elle est sa patronne. J'étais journaliste, elle préparait son bac. Nous sommes partis à l'aventure, Escorial, Guadalajara et Poyales. Cinq ans de galère avant que ça marche ».

[À Maïté] Est-ce que c'est difficile d'être artisan et mère de famille ? « J'ai un fils de 13 ans. Je regrette de ne pas être intégrée. J'ai fait construire la maison, donné du travail aux gens de Poyales. Mais ils ont des œillères. Moi je voyage, reçois des amis de Madrid. La seule chose qu'on me demande à Poyales c'est au sujet



Candeleda, le vendredi 14 juillet

Visite d'une coopérative laitière : une évolution par étapes

Les éleveurs écoulaient difficilement leur lait... En 1984, huit éleveurs créent une coopérative ; cent-vingt en font partie aujourd'hui et la coopérative, qui réalise un chiffre d'affaires de trois cents millions de pesetas, emploie cinq salariés. L'idée est venue au départ de techniciens et de producteurs qui avaient entendu parler d'expériences similaires au Portugal, en Italie et en France. La plupart des éleveurs ont un troupeau de 130 à 150 chèvres, mais ils souhaiteraient en avoir plus (environ 200). Les tendances vont à une diminution du nombre d'éleveurs, mais à une augmentation de la production. La traite qui se fait encore à la main, se mécanise progressivement. Les éleveurs transforment eux-mêmes environ 25 % de leur production (fromage ou lait cru). Avec la coopérative, le prix du lait est aujourd'hui amélioré et plus régulier. Il n'y a pas de prix fixe et le paiement s'effectue à quarante ou cinquante jours. Les éleveurs cultivent aussi des parcelles de tabac, piment, mais de moins en moins car ils veulent se spécialiser. Les femmes participent aux activités, surtout pour la traite, mais elles n'élèvent pas seules de troupeaux.

De la collecte du lait à la formation des éleveurs

La coopérative a d'abord dû organiser la collecte du lait. Elle n'assure pas elle-même la transformation du lait.

Depuis sept ans, un contrôle sanitaire du lait est réalisé par le biais d'une association sanitaire en contact avec un vétérinaire et un spécialiste.

La deuxième étape pour la coopérative a été la fabrication des aliments. Les animaux n'avaient pas assez d'herbe et il a fallu envisager un apport supplémentaire d'aliments entraînant bien évidemment un surcoût.

La coopérative assure depuis quelques années une information/formation des éleveurs de tous niveaux. Le contenu de la formation aborde : l'alimentation des chèvres, la génétique et les maladies, etc. Ces cours sont subventionnés par l'Etat et la région d'Avila.

Par ailleurs, la coopérative assure une aide pour la comptabilité, pour les formalités et les demandes de subvention auprès des autorités. Dix-huit éleveurs

doivent être aidés actuellement, notamment par des cours de comptabilité.

Les projets : sélection et commercialisation

La coopérative est soutenue et accompagnée par ECA pour ses projets à long terme. En l'occurrence, face à la grande inégalité de la production, face aux marchés, il va falloir contrôler et améliorer de plus en plus cette production avec notamment la programmation des naissances et l'élevage d'autres races, d'où un projet de centre de sélection de races.

Par ailleurs, un projet est en cours de montage sur la commercialisation des produits par le biais d'un centre de maturation du fromage et ce, en lien avec des coopératives du Portugal, d'Espagne et de France (région des Pyrénées).

La discussion a aussi permis d'évoquer certaines perspectives dans le domaine du tourisme : des éleveurs de chèvres seraient-ils prêts à accueillir des touristes qui auraient envie de partager une journée avec eux ?

D'autres rencontres, d'autres visites...

Le lundi 10 juillet, en fin d'après-midi, nous avons rencontré la Municipalité de Candeleda. Il s'agit d'une toute nouvelle équipe municipale. La commune de Candeleda compte 5 300 habitants, dont 2 300 retraités (plus de retraités que de jeunes). Si des gens commencent à revenir au pays, si des étrangers se sont installés sur place, la commune a néanmoins beaucoup souffert de l'émigration puisqu'elle comptait quelque 3 500 habitants de plus dans les années cinquante - soixante...

Le débat a rappelé que la région a de nombreux atouts (notamment touristiques), mais qu'il y a un défaut d'initiatives. L'objectif de la Municipalité, c'est d'aller chercher des entreprises (mais où sont-elles ?) et d'offrir le maximum de facilités, le cas échéant, pour leur installation... Cette rencontre était aussi une prise de contact entre cette nouvelle Municipalité et ECA...

**

Le lendemain, à Padiernos, nous avons également rencontré les responsables d'une association de quartier implantée à Avila... Il s'agit du quartier de... Saint-Nicolas ! Bien entendu, nous nous étions imaginé qu'on retrouverait quelques similitudes avec le Comité de soutien des locataires sur le quartier de... Saint-Nicolas, à Laval. En fait, les deux expériences n'ont que très peu de points communs. En effet, la plupart des Espagnols sont propriétaires (80 %) car l'État accorde des aides importantes pour l'accession à la propriété... Certes, le statut d'occupation n'est pas la clé magique pour régler les problèmes sociaux. Cependant, à Avila, dans ce quartier

Saint-Nicolas, il n'y aurait pas, par exemple, de problèmes de voisinage ou de délinquance.

Avec les responsables de l'association, nous avons notamment abordé la question des relations avec la Municipalité. Il n'y a semble-t-il aucune relation directe : « *La Municipalité fait ses propres projets sans tenir compte des associations* »... Cependant, la Municipalité a mis en place des Conseils sociaux de zone et l'association est représentée dans l'un de ces conseils. Leur fonction est d'étudier les problèmes de la zone, d'élaborer des projets, d'informer les habitants...

En fait, l'association du quartier de Saint-Nicolas organise surtout des activités pour les habitants (activités de loisirs, activités culturelles, etc.). Néanmoins – et on sort ici de la logique précédente – on a cru comprendre que des retraités sont mobilisés pour observer la vie du quartier et repérer les anomalies (circulation, éclairage, et même un cas de drogue). Des réunions hebdomadaires sont organisées pour dire les problèmes et rechercher les solutions.

**

Dans les moments de « détente », quelques-uns, tant du côté d'ECA que du CÉAS, en profitaient pour élaborer un dossier de coopération européenne pour la formation et l'emploi à Avila et en Mayenne. Fin juillet, un troisième partenaire, l'École du développement villageois et rural (SDL) de Thierhaupten (État de Bavière, en Allemagne) s'adjoindra à ECA et au CÉAS... Cependant, le projet ne sera pas retenu par l'Union européenne, ce qui a malheureusement mis un coup d'arrêt aux échanges avec ECA.